

NOTE ET DOCUMENT

**LE RETOUR À LA CAMPAGNE DANS
LA GRÈCE EN CRISE**

Marie-Noëlle DUQUENNE*

***Résumé** - Les conditions de vie dans les grandes villes de Grèce, plus spécialement dans l'agglomération d'Athènes et de Thessalonique, se sont très fortement dégradées au cours des cinq dernières années de crise. Le pays connaît des niveaux de chômage jamais atteints, alors que la population à risque de pauvreté et d'exclusion représente près de 35% de la population totale. La crise, en frappant avant tout les grands centres urbains, a généré une forte migration interne au profit des zones rurales. Ce travail examine, à l'aide des premiers résultats du recensement de 2011, les changements intervenus dans la distribution spatiale de la population entre 2001 et 2011 au niveau des municipalités.*

Mots-clés - MIGRATIONS RÉGIONALES, RETOUR À LA CAMPAGNE, GRÈCE

Classification JEL - J11, J64

*Department of Planning and Regional Development, University of Thessaly.
mdyken@prd.uth.gr

1. INTRODUCTION

Depuis le début de la crise et avec la mise en place des plans successifs d'austérité, les conditions de vie dans les grandes villes de Grèce, plus spécialement dans l'agglomération d'Athènes et de Thessalonique, se sont très fortement dégradées. Le pays connaît notamment des niveaux de chômage jamais atteints, touchant désormais des familles entières, aussi bien les jeunes ménages que ceux approchant l'âge de la retraite. En décembre 2013, la Grèce présente le plus fort taux de chômage (27,5% contre 8,1% pour le même mois en 2008) parmi l'ensemble des 28 pays de l'UE, dépassant l'Espagne qui, depuis le début de la crise, détenait systématiquement les plus forts taux de chômage¹. La population menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale représente près de 35% de la population totale, soit environ 3,8 millions d'habitants (EL.STAT, 2013a). Le nombre de ménages au sein desquels tous les membres en âge de travailler sont au chômage s'accroît, atteignant plus d'un million d'individus (16,1% des personnes entre 18 et 59 ans). De récentes études estiment que près d'un ménage sur deux vit en partie grâce à l'aide de la famille et en particulier grâce aux retraites des proches (CGPACG, 2014). Face à cette situation et en l'absence de renversement notable des tendances, le pays est évidemment soumis à un risque réel d'émigration, spécialement des jeunes dont le taux de chômage, conformément aux données d'Eurostat, dépasse les 58% (décembre 2013).

Parallèlement, la crise pourrait générer une autre forme de migration, cette fois interne et au profit de certaines zones rurales. Le phénomène d'exode urbain vers la province, et non plus uniquement vers les zones périurbaines, dans un contexte de crise économique, est désormais au cœur du discours politique et scientifique (Goussios, 2011; Ghartzios, 2013; Verdier, 2013). Dans ce contexte de très grande précarité du travail et de détérioration des conditions de vie, spécialement dans les grandes villes, un mouvement de repli vers le rural ne serait-il pas en train d'émerger? En d'autres termes, le rural et plus spécialement les territoires d'origine des citoyens ne deviendraient-ils pas un « espace de refuge », selon les termes mêmes de Lepicier et Sencébé (2001). Certaines études récentes semblent confirmer cette hypothèse, reflétant un désir d'abandonner la ville pour s'installer en province.

Dès lors, la question que nous nous proposons d'examiner est la suivante : au travers d'une analyse systématique, à l'échelle locale, des données de recensement (2001-2011) et des soldes migratoires, peut-on détecter une tendance réelle de migration vers la province et l'espace rural? Si une telle tendance pouvait être mise en évidence, cela suggérerait que la crise économique à laquelle est confronté le pays depuis 2008 contribuerait à alimenter un certain retour au rural. Certains territoires ruraux ne seraient-ils pas une « porte de sortie » pour les ménages en grande difficulté, issue qui serait facilitée par le maintien de liens traditionnels et bien vivants au territoire d'origine (Goussios, 2006 ; Duquenne, 2010).

¹Données Eurostat, dernière mise à jour : 13-03-2014.

2. L'APPROCHE DES MIGRATIONS VILLE-CAMPAGNE EN PÉRIODE DE CRISE

Après une longue période de dévitalisation, voire même de désertification, la campagne grecque voit sa population se stabiliser à la fin des années 1980. Si l'intensité et la rapidité du phénomène expliquent en partie l'arrêt de l'exode rural, le « réservoir humain » s'étant largement tari (Burgel, 2001:3), d'autres facteurs vont également être déterminants. Le pays se transforme non sans difficulté, au cours de la décennie 1990, en territoire d'accueil pour de nombreux migrants économiques, venant en majeure partie d'Albanie. Si ceux-ci s'installent essentiellement dans les principaux centres urbains du pays, les zones rurales vont néanmoins bénéficier de l'installation de cette population active, permettant à des secteurs clés – spécialement l'agriculture, le bâtiment et le tourisme – de trouver la main-d'œuvre nécessaire à leur bon fonctionnement (Kasimis et Papadopoulos, 2005; Papadopoulos, 2011) alors qu'en même temps, on observe un retour de migrants grecs, spécialement ceux qui étaient partis travailler en Europe lors de la grande période d'exode.

Au-delà de ces mobilités qui ont fait l'objet de nombreuses études, le quasi retournement démographique dans les zones rurales grecques à partir des années 90 s'explique également par la transformation et la modernisation des modes de vie ainsi que d'importantes mutations socio-économiques au sein de cet espace, favorisant non seulement son hybridation (Burgel, 2001) mais également l'émergence de nouvelles logiques socio-spatiales et stratégies des ménages. Deux des caractéristiques essentielles de ces nouvelles logiques méritent d'être mentionnées :

(i) le développement de la pluriactivité, favorisée par le fait que l'espace rural ne se limite plus à sa fonction traditionnelle de production agricole. Il est désormais un espace multifonctionnel (Wilson, 2009 ; Woods, 2009), « consommé » par les citadins du fait de ses nombreuses aménités mais également un espace résidentiel, les motivations d'installation étant aussi bien objectives que subjectives car liées aux perceptions du rural (Mitchell, 2004),

(ii) l'émergence de nouvelles territorialités autour désormais des petites et moyennes villes rurales (Goussios, Duquenne, 2005). De nouvelles formes de mobilité se mettent en place au sein de l'espace rural, avec l'installation de jeunes ménages non plus dans les grands centres urbains mais beaucoup plus dans les petites villes de plus en plus polarisantes (Goussios, 1999 ; Koutsou, Anthopoulou, 2008). Ce choix, favorisé par le maintien de la solidarité familiale, permet un fonctionnement de l'exploitation agricole familiale en se libérant des contraintes spatiales et temporelles (exploitation à distance), tout en bénéficiant de la proximité aux services, spécialement l'éducation et la santé au sein du système spatial de la petite ville (Goussios, Duquenne, 2003).

Le regain d'intérêt pour la vie à la campagne n'échappe pas au constat largement admis de nos jours (Halfacree, 2008, Gkartzios, 2013), qu'il s'agisse de phénomènes faisant référence à une diversité de situations, de motivations plus ou moins désirées ainsi qu'à des perceptions plus ou moins idylliques du monde rural dans l'imaginaire des citadins (Torre et Filippi, 2005).

S'il est sans doute peu approprié, avant la crise économique, de parler de retour à la campagne, on peut néanmoins admettre que le processus de dévitalisation a été stoppé grâce non seulement à l'arrivée durable de migrants étrangers relativement jeunes et à l'installation de jeunes retraités (Alvanides, 2006; Kaklamani, Duquenne, 2013) mais également au développement de réseaux sociaux, bien souvent liés aux originaires des villages, installés dans les grands centres urbains du pays voire même à l'étranger. Ces originaires ont en général conservé leur patrimoine (terres et habitat), contribuant ainsi au maintien de liens culturels avec le territoire d'origine. S'ils n'y sont plus des résidents permanents, ils ont un rôle essentiel dans la vie de leurs villages par leur présence par intermittence, l'entretien de leur patrimoine foncier, la consommation des produits locaux (Duquenne, Kaklamani, 2008) voire même leur implication active dans la vie économique de leur village (Goussios, 2011), renforçant ainsi les liens entre le rural et l'urbain.

Avec la crise économique que traverse la Grèce depuis 2008, le regain d'intérêt pour le rural prend une nouvelle dimension. L'espace rural semble mieux résister à la crise et s'il n'échappe pas au chômage, les pertes d'emploi, spécialement dans l'agriculture, y sont relativement moins fortes (Kasimis, Papadopoulos, 2013; Kasimis, Zografakis, 2013, p. 156). De récents travaux (spécialement à Athènes et Thessalonique) mettent en évidence que certains citoyens envisagent clairement, dans ce nouveau contexte, l'éventualité d'une installation en province (Gkartzios, 2013). Une enquête réalisée en 2012 (KAPA Research) montre que plus de 68% des personnes interrogées envisagent leur départ vers la province, un peu plus de la moitié d'entre elles n'y ayant jamais vécu. Ce sont en majorité des populations relativement jeunes (30-44 ans) qui songent à quitter la ville. Il s'agit donc aussi bien d'un retour – plus ou moins durable – au territoire d'origine (Goussios, 2011; Verdier, 2013) que d'un désir de quitter la ville. Si les motivations reposent sur des considérations économiques (diminution des revenus, emploi précaire, chômage, moindre coût de la vie en province), elles sont également liées à un souci de qualité de vie et à une recherche d'une plus grande sécurité (la crise étant effectivement perçue comme un facteur d'accentuation de l'insécurité en ville).

Pour autant et spécialement dans le cas de la Grèce, un élément important doit être retenu pour mieux saisir les perspectives d'installation en province dans ce contexte de crise. En effet, une des caractéristiques fondamentales du fonctionnement du monde rural grec concerne, comme déjà mentionné, le maintien des liens culturels avec le territoire d'origine. Cette attache explique que nombre de citoyens maintiennent leurs droits civiques dans leur village d'origine, permettant ainsi un certain continuum entre le rural et l'urbain. Si les liens n'ont pas été rompus, cela s'explique aussi par le fait que « les familles ont conservé leur capital, les terres et les biens familiaux ayant été confiés aux membres de la parenté restés au village » (Goussios, 2011, p. 7). Il n'est alors pas surprenant que les études récentes mettent en exergue le rôle non seulement de ce patrimoine mais également de la solidarité familiale dans la motivation à quitter la ville.

3. MÉTHODE D'APPROCHE ET DONNÉES

Pour répondre en toute certitude à notre questionnement concernant l'amplitude de la migration vers la province, il serait nécessaire de disposer de données permettant de mesurer directement les flux de migration interne entre les régions voire même entre les municipalités - *dèmes*². Les données relatives au lieu de résidence lors du recensement et 5 ans avant ne sont pas encore disponibles or celles-ci seraient nettement plus adéquates puisqu'elles permettraient réellement de détecter l'origine et la destination des mobilités et ce, au cours d'une période débutant tout juste avant la crise. Il est néanmoins possible d'aborder le sujet au travers non seulement de l'étude comparative des résultats des deux derniers recensements de population de 2001 et 2011 mais également grâce aux données annuelles relatives au mouvement naturel (naissances et décès). Nous disposons donc de la structure par âge de la population pour 2001 (année initiale) et 2011 (année finale) ainsi que des naissances et décès par âge pour l'ensemble de la période étudiée.

Si les données relatives au mouvement naturel sont fiables, il faut néanmoins souligner que les résultats du recensement de 2011 ne sont pas totalement comparables à ceux de 2001, la méthodologie du recensement ayant été quelque peu modifiée (EL.STAT, 2013b). Par conséquent l'analyse comparative doit être menée avec grande prudence ainsi, éviterons-nous de commenter toute inflexion de faible amplitude entre les deux dates. On peut néanmoins admettre que les régions et municipalités présentant d'importantes variations de population et modification de structures par âge sont marquées par un changement de dynamique et/ou comportement démographique au cours de la décennie. Dès lors que de telles variations (positives tout comme négatives) peuvent être détectées, il est intéressant de les situer dans l'espace grec afin de vérifier si elles ne seraient pas révélatrices de l'émergence d'une nouvelle forme de migration interne au profit de certaines zones rurales.

A l'échelle nationale, la variation intercensitaire de population est la résultante de trois composantes : le solde naturel (SN), le solde migratoire (SM) et enfin un ajustement s'expliquant par une différence de qualité au niveau des résultats des deux recensements successifs alors que le solde migratoire est généralement entaché d'une certaine marge d'imprécision. Du fait qu'à tout échelon géographique plus fin, il est impossible de procéder à une répartition de l'ajustement, la variation de population pour un territoire donné, ne peut être décomposée que selon deux composantes : le solde naturel (SN) et le solde migratoire apparent (SMA) appelé encore « solde apparent des entrées-sorties ». Ce dernier mesure la variation de population non expliquée par le mouvement naturel (INSEE, 2009). Le SMA étant différent du solde migratoire réel, il ne fournit qu'une tendance quant au poids et au rôle des migrations au niveau local.

² Les *dèmes* correspondent aux unités administratives locales LAU1 selon la nomenclature d'Eurostat. Il s'agit en fait des municipalités et communes. Avant la dernière réforme territoriale de 2010 (Réforme Kallikratis), le pays comptait 1033 municipalités et communes. Ce nombre a été ramené à 325.

Pour chaque entité territoriale, nous avons donc :

$$\Delta Population_{2001-2011} = Population_{2011} - Population_{2001} = SN_{2001-2011} + SMA_{2001-2011}$$

Dans un premier temps, nous avons procédé à l'évaluation du solde naturel sur l'ensemble de la période 2001-2010, tant au niveau régional que local. Ce dernier n'est autre que la différence entre les naissances cumulées et les décès cumulés pour les dix années (SN= naissances – décès). Par déduction, nous pouvons évaluer le solde migratoire apparent (SMA) puisque :

$$SN_{2001-2011} = \sum_{t=2001}^{2010} SN_t = \sum_{t=2001}^{2010} (nais_t - deces_t)$$

Par déduction, nous calculons le solde migratoire apparent (SMA) :

$$SMA_{2001-2011} = \sum_{t=2001}^{2010} SMA_t = \Delta Population_{2001-2011} - SN_{2001-2011}$$

La décomposition du nombre de décès par tranche d'âge quinquennal pour les 10 années étudiées, nous a permis de procéder à une estimation des soldes migratoires cumulés pour chaque tranche d'âge de 2011. Il s'agit d'une estimation car il nous a fallu supposer une répartition équiprobable des décès au sein de chaque tranche d'âge, hormis les âges de 0 à 4 ans pour lesquels nous disposons de données détaillées. Ainsi, pour toute tranche d'âge [n, n+4] en 2011 telle par exemple la tranche [25-29], le solde migratoire n'est autre que :

$$SM[25-29]_{2011} = Population[25-29]_{2001} - Population Vivante[15-19]_{2001}$$

avec $PopulationVivante[15-19]_{2001}$ = population âgée de 15-19 ans en 2001 et vivante en 2011.

Rapportés à la population initiale de 2001, les soldes migratoires traduisent le degré d'attractivité d'un territoire puisqu'ils permettent d'évaluer le poids relatif de l'installation nette de nouveaux résidents. Quant aux estimations par tranche d'âge, elles permettent de détecter, au niveau de chaque unité territoriale, les populations (jeunes, âgées) participant le plus fortement aux mouvements migratoires lorsque ces derniers présentent d'importantes inflexions.

Disposant de l'ensemble des données à l'échelle des régions et des municipalités telles qu'en vigueur avant la Réforme Kallikratis, il est ainsi possible (i) de mettre en évidence les collectivités locales qui se démarquent par une réelle croissance démographique (respectivement déclin) et (ii) d'examiner les composantes de cette croissance et plus particulièrement, la contribution relative du solde migratoire apparent à la variation de population observée entre les deux recensements tout comme les âges plus fortement concernés par les mouvements de population.

Au travers du traitement statistique de ces données, nous tenterons de fournir des éléments de réponse aux questions suivantes: dans quelle mesure les grandes villes du pays continuent-elles d'être attractives, alors même que la

période examinée a été bouleversée par l'avènement de la crise économique ? Paradoxalement, la crise ne pourrait-elle pas être « bénéfique », en termes démographiques, aux petites et moyennes villes – voire même à certaines zones rurales ? On ne manquera pas de souligner que l'analyse, en couvrant la période 2001-2011, ne peut évaluer le véritable impact de la crise dans la mesure où les effets socio-économiques de cette dernière se sont très fortement amplifiés à partir de 2011, comme le montrent l'évolution du taux de chômage depuis 2008 de même que les indicateurs de pauvreté ou d'exclusion sociale³. En d'autres termes, les résultats que nous obtenons ne sont qu'une première indication de ce que pourrait être l'impact de la crise sur la répartition spatiale de la population et l'opportunité pour certaines régions de bénéficier d'une véritable croissance démographique. Plus encore, du fait que les deux types de phénomènes mis en relation (comportements démographiques et évolutions économiques) répondent à des unités de temps différentes (Montenay, 2011), les principales inflexions que nous pouvons dégager à l'échelle nationale ou régionale, ne représentent qu'une évaluation partielle des effets de la crise.

4. LE PROBLÈME DÉMOGRAPHIQUE RENFORCÉ PAR LA CRISE

Au cours de la dernière décennie, le nombre de résidents en Grèce aurait diminué de 1,1%, soit une perte de 118.900 habitants alors que durant la période 1991-2001, la Grèce avait gagné plus de 710.000 habitants (+7,0%) et ce, en grande partie grâce à des flux soutenus d'immigration en provenance essentiellement des pays limitrophes (Albanie, Bulgarie). Depuis 1951, c'est donc la première fois que le pays présenterait un renversement de tendance.

Tableau 1 : Variation de population en Grèce, 2001-2011

Dates de recensement	Population		
	Totale	Nationaux	Étrangers
2001	10 934 087	10 172 274	761 813
2011	10 815 197	9 903 268	911 929
2011(a)	11 130 181	10 161 367	968 814
Variation intercensitaire (%)			
2001-2011	-1,1	-2,6	19,7
2001-2011 ^(a)	1,8	-0,1	27,2

^(a) Données corrigées des erreurs de couverture selon nos propres calculs.
Source : *EL.Stat*.

Tenant compte des taux d'erreur de couverture du recensement (EL.STAT, 2013b) – conduisant à une sous-estimation de la population recensée de l'ordre de 2,84% – on peut admettre qu'il n'y a pas de réel renversement de tendance mais plus une stagnation qui pourrait être annonciatrice d'un futur renversement

³En moyenne mensuelle, le taux de chômage passe de 8,6% en décembre 2008 à 14,6% pour le même mois en 2010 pour atteindre 21,4% en 2011 et finalement 26,3% et 27,5% respectivement en 2012 et 2013.

(Tableau 1). Dès lors, la population aurait légèrement augmenté (+1,8%) et ce, exclusivement grâce à l'installation de nouveaux ressortissants étrangers dont le nombre s'est accru en l'espace de 10 ans de plus de 27%.

L'absence de véritable dynamique démographique est la conséquence d'un problème endémique au pays, lié au faible taux de fécondité accompagné d'une hausse de la mortalité (Duquenne et Kotzamanis, 2012). Lors de la décennie 2001-2011, le solde naturel, à l'échelle nationale, reste légèrement positif (+3,4‰) tandis que le solde migratoire est de l'ordre de +14,5‰.

Tableau 2 : Les composantes de la variation de population

Population		Variation nette de population	Solde naturel cumulé	Solde migratoire cumulé
2001	2011 ^(a)	2001-2011 ^(a)	2001-2010	2001-2010
10 934 087	11 130 181	196 094	37 647	158 447
Taux rapportés à la population de 2001 (‰)		17,9	3,4	14,5

^(a) Données corrigées des erreurs de couverture selon nos propres calculs

Source : EL.STAT, Recensements de population 2001 et 2011 et données sur mouvement naturel.

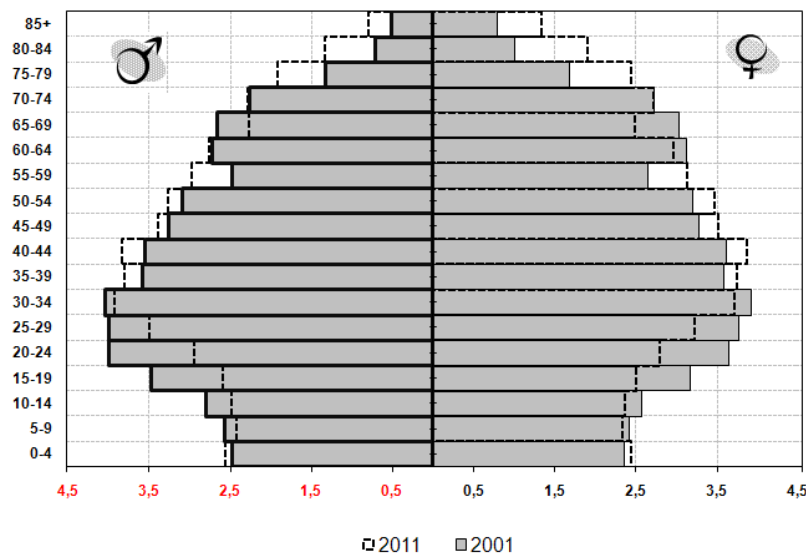
Depuis le début de la crise, la tendance au déclin du mouvement naturel ne fait que s'amplifier, pour finalement devenir négatif. Si en 2008, les naissances étaient supérieures aux décès (+10 300), à partir de 2011, le nombre de décès dépasse les naissances, mettant en évidence une facette souvent négligée de la crise. Cette diminution du taux de natalité, dès 2009-2010, reflèterait bien, conformément à l'approche d'Easterlin (1978), les inquiétudes des ménages quant à l'évolution future de leur niveau de vie et plus particulièrement celui de leurs enfants. Il semble que le climat d'inquiétude et le manque de confiance dans l'avenir aient eu un impact sur les comportements démographiques et plus particulièrement sur la natalité. En perdurant, ce pessimisme pourrait à terme, être lourd de conséquences pour le renouvellement de la population et pour la prise en charge des personnes âgées dont le nombre augmente rapidement, plaçant d'ailleurs le pays parmi les quatre Etats membres de l'UE présentant le plus fort taux de vieillissement, juste avant la Bulgarie, l'Italie et l'Allemagne.

Le solde migratoire nettement positif (Tableau 2) ne peut néanmoins cacher un risque réel d'émigration de certains grecs. La décomposition du solde migratoire selon les deux groupes de population: ressortissants grecs et étrangers fait apparaître un solde migratoire pour la population étrangère de l'ordre de + 205 000 et un solde migratoire négatif (environ - 46 500) pour les nationaux. Notons que ne disposant pas de données permettant de calculer le solde naturel selon la nationalité, nous avons appliqué pour la population étrangère qui est en moyenne nettement plus jeune que la population grecque, un taux de mouvement naturel légèrement supérieur à la moyenne nationale.

Les mutations en cours ont des conséquences importantes sur la structure par âge de la population et donc sur les capacités futures à prendre en charge les personnes âgées. Entre 2001 et 2011, on observe (i) un rétrécissement marqué de la pyramide pour les tranches d'âges de 15 à 29 ans (Figure 1), confirmant que les départs vers l'étranger concernent avant tout les jeunes à la recherche d'un emploi et (ii) un net élargissement de la pyramide pour les âges les plus avancés. La Grèce, avec l'Italie et l'Allemagne, fait partie des trois pays de l'UE ayant le plus fort pourcentage de personnes âgées de 65 ans et plus (19,4%, 20,3% et 20,6% respectivement).

Les transformations observées au niveau de la pyramide des âges reflètent clairement le double problème sociodémographique auquel est confrontée la Grèce : au-delà du vieillissement qui est un processus incontournable pour les pays développés, il est clair que la crise économique a contribué au rétrécissement des âges correspondant aux jeunes actifs et alimenté leur désir de s'expatrier, désir spécialement prononcé chez les jeunes fortement qualifiés. C'est donc tout un capital humain qui risque de faire défaut au pays dans les années à venir.

Figure 1 : Pyramides des âges, 2001-2011



La pyramide des âges pour 2011 a été construite à partir des données de recensement corrigées en fonction des taux d'erreurs de couverture par sexe et âge (EL.STAT, 2013b).

5. QUELLE MUTATION DANS LA DISTRIBUTION SPATIALE DE LA POPULATION GRECQUE ?

En examinant les évolutions au sein du pays, on observe certaines divergences en matière de dynamique démographique. Pour rendre plus lisibles les changements intervenus au cours de la dernière décennie, nous nous proposons

d'examiner successivement, l'évolution des régions et grandes aires urbaines puis celles des principales villes de province⁴ pour ensuite nous pencher sur l'espace rural en lui-même afin de détecter l'éventualité d'un « certain retour à la campagne ».

Tableau 3 : L'évolution démographique des Régions de Grèce, 2001-2011

Régions (NUTS-2)	Δ POP/POP (%) ^(a)	Excédent naturel	SN/POP (%)	Solde migratoire	SM/POP (%)
Sud de l'Égée	12,4	9 839	3,3	27 177	9,11
Crète	5,7	16 808	2,83	17 230	2,9
Épire	3,4	-7 364	-2,19	18 928	5,63
Macédoine Centrale	2,7	21 605	1,15	29 378	1,57
Attique	2,3	55 945	1,44	35 345	0,91
Macédoine de l'Est – Thrace	1,4	-4 120	-0,68	12 402	2,04
Thessalie	1,1	-7 272	-0,98	15 561	2,1
Grèce Centrale	0,8	-11 338	-2,03	15 889	2,85
Iles Ioniennes	0,3	-3 551	-1,69	4 280	2,04
Nord de l'Égée	-0,8	-6 366	-3,1	4 740	2,31
Péloponnèse	-0,9	-17 357	-2,9	12 213	2,04
Macédoine de l'Ouest	-2,5	-3 206	-1,09	-4 238	-1,44
Grèce de l'Ouest	-4,4	-5 972	-0,83	-25 911	-3,59

^(a) Données corrigées des erreurs de couverture selon nos propres calculs.

Δ POP/POP = taux de croissance démographique ; SN/POP = taux de croissance de la population dû au solde naturel ; SM/POP = taux de croissance de la population dû au solde migratoire.

Source : EL.STAT, Recensements de population 2001 et 2011 et données sur mouvement naturel.

Parmi les 13 régions de Grèce, seules deux d'entre elles présentent globalement un véritable déclin démographique (Macédoine de l'Ouest et Grèce de l'Ouest) dû essentiellement à des flux migratoires négatifs (Tableau 3). À l'inverse, la Crète et surtout les îles du Sud de l'Égée restent non seulement très attractives mais bénéficient également d'un accroissement naturel assez important. Il s'agit de régions pour lesquelles le tourisme constitue l'un des piliers de l'activité économique et sans aucun doute, l'un des rares secteurs économiques qui, malgré la crise, continue d'offrir de l'emploi, au moins saisonnièrement. Les autres régions du pays présentent un bilan nettement plus mitigé, même si elles parviennent au moins à maintenir leur population.

5.1. Mutations au sein de l'espace urbain

Les deux plus grandes agglomérations du pays (Athènes et Salonique) regroupant près de 37% de la population totale, ont perdu des habitants au profit de leur couronne périurbaine (Tableau 4). Comme dans de nombreuses agglomérations urbaines d'Europe, on observe un certain recul de ces deux centres

⁴Il s'agit plus exactement des villes, chefs-lieux des préfectures sous régionales.

viles: l'impact des migrations sur le déclin de population y est important puisque leur solde naturel reste sur l'ensemble de la période positif (Table 4). A l'intérieur de l'Attique, on observe un déplacement de population vers les communes littorales qui présentent des taux de croissance de leur population particulièrement élevés, pouvant même dépasser les 5% par an. Ce sont essentiellement les jeunes ménages mais également les ménages proches ou en âge de la retraite qui contribuent à ce processus. La région d'Attique a finalement gagné près de 94.000 habitants en l'espace de dix ans (+2,5%) car elle reste, même en cette période de crise, la première région d'installation pour les immigrants. A Salonique, c'est également la majeure partie de la couronne périurbaine du centre métropolitain qui présente la plus grande attractivité : ces communes sont en effet caractérisées par un solde migratoire de l'ordre de +23% tandis que les taux de migration sont encore plus élevés pour les populations âgées de 30 à 60 ans.

A la différence d'Athènes et Salonique, la population des cinq autres plus grandes agglomérations du pays⁵ augmente très fortement (Larissa en Thessalie: +14%, La Canée: +13% et Iraklio en Crète: +9%) ou se maintient (Patras à l'ouest du pays et Volos en Thessalie) et ce, grâce à la combinaison d'un solde naturel et d'un solde migratoire positifs sur l'ensemble de la période.

Tableau 4 : Les deux agglomérations d'Athènes et Salonique

	Variation de la population ^(a)		Excédent naturel		Solde migratoire	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Agglomération d'Athènes	-36 463	-1,1	31 795	1,0	-68 258	-2,0
Reste d'Attique sans îles	130 901	27,3	26 079	5,4	104 822	21,8
Agglomération de Salonique	-7 621	-0,9	24 558	2,9	-32 179	-3,8
Zone périurbaine	64 400	26,1	8 016	3,2	56 384	22,8

^(a) Données corrigées des erreurs de couverture selon nos propres calculs.

Source : Elstat, Recensements de population 2001 et 2011 et données sur mouvement naturel.

Pour ce qui est des autres grandes villes de province (au nombre de 44⁶), leurs fortunes sont assez diverses. Un peu plus d'un tiers d'entre elles (16) présentent une forte croissance démographique (supérieure à 10%), faisant apparaître de véritables effets d'agglomération à l'échelle locale. Cette dynamique est systématiquement alimentée par l'arrivée de nouveaux résidents, le solde migratoire représentant de loin la principale composante de l'accroissement de leur population. Ces villes se situent essentiellement dans le Nord et Nord-

⁵ Ces cinq agglomérations abritent désormais 7,3% de la population nationale contre 6,8% en 2001.

⁶ Ces 44 villes, chefs-lieux, concentrent près de 15% de la population contre 13,3% en 2001.

Ouest de la Grèce à l'exception de certaines villes bénéficiant de la proximité d'Athènes. 18 autres villes situées en grande majorité en Grèce Centrale et dans le Péloponnèse bénéficient d'une relative dynamique démographique mais leurs flux migratoires positifs sont sans commune mesure avec ceux observés dans le premier groupe. Finalement, seules 10 villes dont certaines en milieu insulaire parviennent tout juste à maintenir ou voire même perdent de leur population. En définitif, l'évolution au cours de la dernière décennie met en évidence un contraste entre d'une part, à quelques exceptions près, les villes dynamiques du Nord et Nord-Ouest de la Grèce dont le rôle polarisant semble se confirmer et d'autre part celles du Péloponnèse et de la Grèce Centrale nettement moins attractives.

5.2. Crise et attractivité de l'espace rural ?

L'espace rural, composé des dèmes autres que ceux appartenant aux grandes agglomérations du pays et aux municipalités / chefs-lieux des sous-préfectures, voit dans son ensemble, sa population diminuer (-3,3%) sans bénéficier de flux migratoires significatifs (tableau 5). Ce déclin plus ou moins prononcé (Types 1 et 2) touche plus de la moitié des dèmes ruraux (404), regroupant près de 43% de la population rurale contre plus de 48% en 2001. Ces dèmes dispersés dans tout l'espace rural, souffrent bien souvent d'un certain enclavement ou éloignement aux centres urbains (montagne et zones frontalières). Néanmoins, on ne manquera pas de noter que certains dèmes de plaine, à forte vocation agricole mais également à proximité de grands centres urbains, présentent eux aussi un fort déclin au bénéfice du chef-lieu de la sous-préfecture qui continuent d'exercer, même en période de crise, un effet de polarisation.

A l'inverse, un peu plus d'un dème sur cinq (167) bénéficie d'une croissance démographique suffisamment forte pour être jugée significative (Types 6 et 7). Ces dèmes représentent 30% de la population rurale contre 25% en 2001. Pour la très grande majorité d'entre eux, cette dynamique est la résultante de flux migratoires très positifs (majoritairement des jeunes de 25 à 45 ans) qui compensent largement l'absence de croissance naturelle. Ces dèmes ruraux sont dynamiques parce qu'ils se situent soit à proximité d'un centre urbain ou d'une petite - moyenne ville (exerçant ainsi un effet d'attractivité résidentielle), soit encore en zone littorale et/ou insulaire là où le tourisme est le pilier de l'activité économique (Carte 5). On peut suggérer que la migration vers ces dèmes soit moins commandée par les effets de la crise économique que par des choix liés à la qualité de vie et dans certains cas, à un accès plus facile à la propriété (zones périurbaines). On ne manquera pas de souligner qu'au sein de ce groupe de dèmes bénéficiant d'un solde migratoire très positif, certains d'entre eux se situent dans l'arrière-pays montagneux. Cela laisse donc à penser que, dans le contexte actuel de crise, des territoires ruraux pourraient effectivement bénéficier d'un certain «retour à la campagne», sinon définitif du moins temporel.

C'est ce que l'on peut également envisager pour deux autres groupes de dèmes (Type 3 et 5) qui présentent un solde migratoire très positif, la grande majorité d'entre eux parviennent même à combler leur déficit naturel (Type 5). Cependant, dans ce dernier cas, l'arrivée de nouveaux arrivants correspond

essentiellement à l'installation de ménages proches ou en âge de la retraite, contrairement aux dèmes du précédent groupe. Il s'agirait beaucoup plus d'un retour au territoire d'origine lorsque la vie active prend fin, reposant sur une stratégie de recherche de qualité de vie.

Tableau 5 : Les dynamiques démographiques dans l'espace rural

Types de dynamique démographique	Nombre de Dèmes	Population recensée en 2011 ^(a)	Taux de variation (%)	SN/POP (%)	SM/POP (%)
1. Déclin très prononcé	234	935 587	-16,9	-5,1	-11,8
2. Relatif déclin	170	633 020	-9,1	-7,6	-1,4
3. Déclin : SM > 0 ne compensant pas le SN < 0	10	23 154	-8,7	-16,4	7,7
4. Évolution incertaine ^(b)	108	649 300	-1,2	-1,4	0,2
5. Maintien dû au SM > 0 compensant le SN < 0	66	305 055	1,8	-6,2	8,0
6. Relative dynamique	13	237 952	7,1	4,8	2,3
7. Dynamique très prononcée	154	855 915	16,0	-1,0	17,0
Espace Rural	755	3 639 983	-3,3	-3,7	0,4

^(a) Données corrigées des erreurs de couverture selon nos propres calculs.

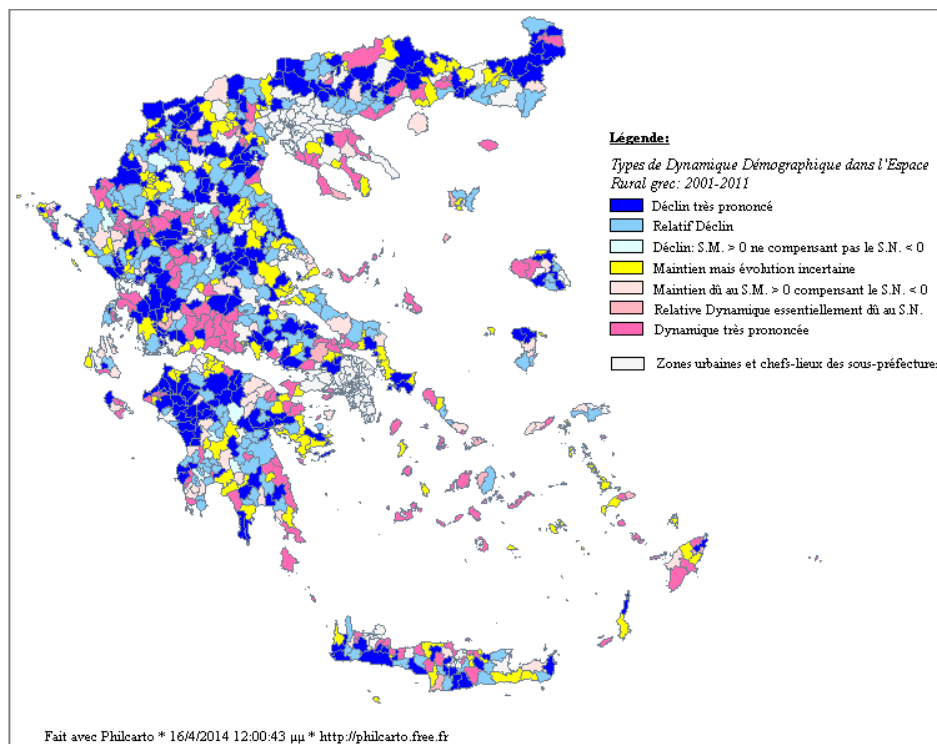
^(b) Les inflexions sont trop faibles pour être commentées.

Source : Elstat, Recensements de population 2001 et 2011 et données sur mouvement naturel.

Enfin, pour un certain nombre de territoires ruraux (type 4), la variation intercensitaire de population est trop faible pour se permettre toute sorte d'interprétation. Comme nous l'avons déjà mentionné, il serait hasardeux d'interpréter ce type d'inflexion de faible amplitude.

Il est incontestable que certains territoires ruraux, y compris en zone de montagne, aient bénéficié de l'installation de nouveaux résidents. L'analyse de la structure par âge des soldes migratoires met en évidence la diversité des situations. L'apport de population ne se limite pas aux « jeunes retraités », susceptibles de retourner dans leur territoire d'origine. Il s'agit également de jeunes ménages (30-49 ans), ce qui concorde en grande partie avec les résultats des études préalablement citées. On a par ailleurs observé que les dèmes présentant des soldes migratoires très positifs pour ces tranches d'âge, ont également des soldes positifs pour ce qui est des moins de 10 ans. Il est alors probable que la décision pour ces ménages ayant des enfants en bas âge de s'installer en province ait été facilitée par la détention d'un patrimoine (résidence et/ou terres) de même que l'existence d'un réseau de solidarité (familles et amis) et donc le maintien de liens culturels.

Carte 1 : Les types de dynamique démographique en zone rurale (2001-2011)



Afin de mieux comprendre ce phénomène, nous avons tenté d'évaluer l'influence de ces facteurs sur les soldes migratoires observés au niveau des dèmes ruraux, les soldes étant exprimés en pourcentage de la population de 2001. Quant au choix des variables explicatives, il est une fois de plus limité par la disponibilité des données, spécialement pour ce qui est des variables relatives à l'emploi. Néanmoins et compte-tenu de notre problématique, nous avons construit 6 variables reflétant :

- le degré relatif d'enclavement du dème (Encla), mesuré par l'altitude moyenne pondérée de ce dème,
- l'intensité des liens culturels traditionnels, estimée au travers de 2 indicateurs : le nombre de personnes présentes au moment du recensement mais ne résidant pas habituellement dans le dème pour 100 résidents permanents (Lien1) ainsi que le pourcentage de personnes habituellement non résidentes mais ayant conservé leur droit civique dans le dème par rapport à la population légale du même dème (Lien2)
- le poids relatif des résidences secondaires (Resec), celles-ci reflétant (spécialement dans les zones de montagne et semi-montagne), la détention d'un patrimoine par des non résidents. Pour les zones de montagne et semi-

montagne, les résidences secondaires correspondent en grande partie à un patrimoine détenu par les originaires.

- L'accroissement du patrimoine bâti (résidences principales) durant la période 1991-2001 (VBat), afin de prendre en compte (au moins indirectement) l'attractivité du dème dans un proche passé. L'accroissement du nombre de résidences principales occupées nous semble un indicateur plus robuste que celui liée à la variation intercensitaire de population, non seulement pour des raisons purement statistiques de comparabilité des données mais également parce qu'il traduit une motivation durable de rester sur le territoire et/ou de s'y installer.
- Enfin, le poids relatif de la Surface Agricole Utilisée (non inclus les pâturages) (SAU) permet de prendre en compte, au moins partiellement, les ressources agricoles et le potentiel de développement d'activités agricoles. Cela nous permet au moins de poser la question du retour en province et/ou à l'agriculture.

Les données portant sur des unités spatiales (dèmes), nous avons été amené à envisager l'existence de phénomènes d'autocorrélation spatiale par la prise en compte aussi bien de variables spatiales décalées que d'une autocorrélation spatiale des erreurs. Pour ce, nous avons construit une matrice de poids, basée sur les k-voisins les plus proches qui est généralement considérée comme la plus appropriée en présence d'unités spatiales insulaires. Le choix du nombre de voisins n'est évidemment pas anodin. Nous avons donc considéré plusieurs solutions alternatives (en posant successivement $k=4$ à $k=8$). Les résultats étant suffisamment similaires, nous avons opté pour un nombre limité de voisins ($k=4$).

Quant à la spécification finale du modèle, nous avons adopté la démarche largement admise, basée sur l'analyse successive des deux types de modèle, en comparant les valeurs respectives des multiplicateurs de Lagrange (LM_{err} et LM_{lag}) et leurs versions robustes. Le modèle robuste est finalement celui avec auto corrélation des erreurs. Quant au problème attendu d'hétéroscédasticité, il a été résolu selon la méthode proposée par Kelejian et Prucha (2010).

Les résultats découlant du modèle (Tableau 6) viennent confirmer aussi bien le rôle des liens culturels traditionnels (Lien1 et Lien2) que la présence d'un patrimoine bâti (Resec), tous ces coefficients étant positifs et statistiquement significatifs ($p < 0,05$). Il n'est pas surprenant que la présence de nombreuses résidences secondaires puissent jouer sur l'installation de nouveaux résidents et ce, pour deux raisons. Dans les zones d'arrière-pays où les attaches au pays sont fortes, les citadins ont conservé leur demeure familiale (Duquenne, Kaklamai, 2008; Goussios, 2011), ce qui peut inciter les ménages à quitter la ville lorsque leurs conditions de vie se sont fortement dégradées, surtout s'ils sont en location. A cet égard, l'enquête réalisée par KAPA Research (2012) montre bien que la détention d'un patrimoine en ville (en particulier de leur habitat) est l'une des raisons qui poussent les personnes à ne pas envisager un départ. Dans les zones littorales et insulaires, la présence de résidences secondaires joue également un rôle important car d'une part celles-ci peuvent se convertir en résidence

principale, spécialement pour les ménages en âge de retraite, mais d'autre part, elle reflète aussi la présence d'activités touristiques. Il est largement admis que le tourisme est l'un des principaux piliers de l'économie locale et qu'en continuant d'offrir certaines perspectives d'emploi, il peut inciter à l'installation de personnes à la recherche d'un emploi.

Tableau 6 : Estimation du Modèle avec auto corrélation des erreurs (GMM_HET)

Variable dépendante	TSM	Nombre d'observations	872
		Nombre de variables	7
Pseudo R ²	0,393	Degré de liberté	865

Variabes	Coefficient	Ecart-type	z-Statistic	p-value
Constante	-185,025	36,831	-5,024	0,000
Ressources agricoles (SAU)	-1,596	0,340	-4,696	0,000
Lien culturel (Lien1)	+1,164	0,434	2,684	0,007
Lien culturel (Lien2)	+2,580	1,132	2,279	0,023
Résidences secondaires (Resec)	+1,126	0,537	2,098	0,036
Patrimoine bâti (VBat)	+1,909	0,549	3,477	0,001
Enclavement (Encla)	-0,121	0,035	-3,443	0,001
Lambda	+0,248	0,075	3,320	0,001

A l'inverse, le relatif enclavement (altitude pondérée moyenne) reste bien un réel handicap à l'installation de nouveaux résidents. On peut alors envisager que seuls des liens culturels très intenses ainsi qu'une dynamique territoriale déjà en œuvre (ce que pourrait laisser suggérer la variable VBat) pourraient compenser le manque relatif d'accessibilité pour pouvoir envisager l'installation de nouveaux résidents.

Enfin, notre modèle semble montrer que l'installation en province – qu'il s'agisse d'un retour au village d'origine ou non – ne soit pas guidé par des motivations liées à l'exploitation des ressources agricoles disponibles, le coefficient de la variable SAU étant non seulement négatif mais également très significatif. Cette variable est d'ailleurs celle dont l'impact sur le solde migratoire présente la plus forte intensité (z-Statistic). Mais nous devons rester prudents quant à l'interprétation de ce résultat car il est évident que le manque de données relatives au tissu économique des demeures rurales biaise en partie l'analyse, ce qui justifie d'ailleurs que le coefficient lambda (auto corrélation des erreurs) soit lui-aussi fortement significatif.

6. EN GUISE DE CONCLUSION

L'examen attentif mais prudent des évolutions démographiques en Grèce durant la dernière décennie semble confirmer que la crise économique ait contribué à faire émerger une nouvelle situation démographique. Le pays, dans son

ensemble, est marqué non seulement par un déclin démographique partiellement caché par les flux encore soutenus d'immigrants mais aussi par une réelle modification de la structure par âge de la population, touchant particulièrement les tranches d'âge correspondant aux jeunes actifs. Le déclin de population rend aussi bien le pays que les régions et les municipalités très vulnérables financièrement et économiquement parlant (Geys et al., 2008). C'est en effet tout le système de protection sociale qui est remis en jeu alors que la vulnérabilité est souvent justifiée par le fait qu'il existe un lien réel entre la dynamique démographique (au travers de la taille de la population et de la densité) et la capacité d'entreprendre et d'innover (Jacobs 1969 ; Krugman, 1991 et 1998 ; Glaeser, 1998). La volonté des jeunes diplômés à émigrer ne pourra qu'accentuer ce problème.

Dès les premiers temps de la crise économique, le problème endémique du pays en termes de faible natalité s'est accentué. Il semble bien que les anticipations négatives quant aux conditions futures de vie aient rapidement joué sur le désir de fonder une famille ou de l'agrandir. Parallèlement, le taux de mortalité augmente continuellement et sa croissance semble s'accélérer. Le pays est donc confronté à un sérieux risque en matière de renouvellement de sa population tandis que sont nettement visibles les premiers signes d'un départ à l'étranger de nombreux jeunes, spécialement les plus diplômés et qualifiés. On ne peut en effet expliquer autrement, le rétrécissement en 2001 de la pyramide des âges entre 15 et 29 ans.

Hormis le défi économique, le pays doit faire face à un véritable défi démographique qui n'est pas un phénomène nouveau et ce, du fait même que le pays souffre d'un manque de politique familiale et plus généralement de politique sociale en faveur des ménages. La résolution du problème démographique ne pourra être réalisée sans la mise en place d'un cadre efficace de soutien aux ménages, dépassant le concept traditionnel de la famille. Si cette politique doit prendre en compte les différents types de ménages constituant la société, elle doit également reposer sur le principe de la conciliation entre la vie personnelle – familiale et la vie professionnelle, tout en assurant la solidarité intergénérationnelle. Sans une telle politique, il sera difficile, au cours des années à venir, d'assister à un véritable changement dans les comportements démographiques, la détérioration des conditions de vie et le chômage ne permettant pas aux ménages de modifier leurs anticipations pessimistes.

En définitive, si le contexte actuel génère des «comportements de repli», il ravive également la solidarité familiale. Cela explique que certains ménages (plutôt jeunes et avec des enfants en bas âge) décident de migrer vers des régions où le coût de la vie y est moindre et les conditions de vie plus aisées – en particulier grâce à la solidarité familiale – alors que les jeunes, spécialement les célibataires, semblent préférer opter pour un départ vers l'étranger, même si la décision n'est ni facile ni évidente.

L'étude des soldes migratoires apparents à l'échelle des municipalités, spécialement dans les zones rurales, nous permet d'affirmer que dans le contexte actuel si peu propice, certains de ces territoires parviennent à « résister » face au

risque de déclin démographique voire même à être attractifs, et ce spécialement lorsque les liens culturels avec les originaires ont été maintenus, voire même entretenus, assurant ainsi un continuum avec le monde urbain. Dans ce sens, la crise serait une opportunité pour ces territoires car en accueillant de nouveaux habitants même temporairement, c'est toute une dynamique qui pourrait se mettre en œuvre grâce à leur contribution en termes de connaissances, d'idées et de nouveaux projets. Ce n'est alors pas surprenant que la variable que nous avons retenue pour prendre en compte la dynamique d'attractivité déjà mise en œuvre dans un dème, soit particulièrement significative. Cependant cette dynamique ne sera possible que si cette migration vers le rural n'est pas perçue tant par ceux qui la vivent que par ceux qui les accueillent comme un simple comportement de repli et de préservation face à la dégradation des conditions de vie dans les grandes villes. Sans de véritables politiques d'accueil menées par les collectivités locales et autres acteurs locaux, le « retour à la campagne » restera, hormis quelques cas exceptionnels, essentiellement un mythe.

REFERENCES

- Alvanides, S. (2006). Geographical Analysis of Population Changes of Communities in Greece: 1940 to 2001.
- Burgel, G. (2001). Organisation de l'espace et nouvelles tendances de la ruralité en Grèce, *Strates* [En ligne], No 10, mis en ligne le 31 janvier 2005,
- Confédération Générale des Professionnels, Artisans, Commerçants de Grèce (CGPACG). (2013). Revenus et Dépenses des ménages, Décembre, Athènes.
- Duquenne, M-N. (2010). Le regain d'attractivité de la montagne grecque: analyse et tendances", IVème Conférence internationale de Démographie des Balkans : Démographie spatiale des Balkans, Tendances et enjeux, Budva, Monténégro, 13-15 mai,
- Duquenne, M-N., Kaklamani, S. (2008). Le va- et- vient culturel entre le lieu de résidence et le lieu d'origine, 15e Colloque de l'AIDELF, Colloque International Démographie et Cultures, Québec, 25-29 Août, In : *Actes des Colloques "Démographie et Cultures"*, Publications de l'AIDELF, 1031-1048.
- Duquenne, M-N., Kaklamani, S. (2013). Le nouveau contexte du vieillissement de la population. *DemoNews* No 20, LADS, Université de Thessalie.
- Duquenne, M-N., Kotzamanis, B. (2012). La population de Grèce diminue : une première analyse critique des résultats préliminaires du recensement de 2011. *DemoNews* No 17, LADS, Université de Thessalie.
- Easterlin, R.A. (1978). The Economics and Sociology of Fertility: a Synthesis, In: Charles Tilly (ed.) *Historical Studies of Changing Fertility*, Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Geys, B., Heinemann, F., Kalb, A. (2008). Local governments in the wake of demographic change: Evidence from German municipalities, *FinanzArchiv, Public Finance Analysis*, 64(4), 434-457.
- Gkartzios, M. (2013). Leaving Athens?: Narratives of counterurbanisation in times of crisis. *Journal of Rural Studies*, 32, 158-167.

- Glaeser, E.L. (1998). Are cities dying? *Journal of Economic Perspectives*, 12(2) : 139-160.
- Goussios, D. (2006). Développement rural dans la petite région rurale de Mouzaki (Grèce) : du territoire identitaire au territoire-réseau, In Chassany J.P. et Pellissier J.-P. (éd.) : *Politiques de développement rural durable en Méditerranée dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union Européenne*. Options Méditerranéennes: Série A., Séminaires Méditerranéens; n°71, CIHEAM, 153-167.
- Goussios, D. (1999). Rural areas, agricultural space and small towns, In Economou D., Petrakos G. (ed.): *The development of Greek Cities*. Thessaly University Press, Gutenberg, Volos, Greece (en grec).
- Goussios, D. (2011). Le regain d'intérêt du secteur agricole en Grèce : tendance lourde ou passagère ? Mission Agrobiosciences.
- Goussios, D., Duquenne M-N. (2003). L'exploitation agricole à distance en Grèce: mobilité, pluriactivité et ruralisation, *Recherches récentes en géographie aixoise, Méditerranée, Revue géographique des pays méditerranéens*, Tome 100, n° 1.2, 45-48.
- Goussios, D., Duquenne, M-N. (2005). Évolutions démographiques, logiques sociales et nouvelles territorialisations dans l'espace rural, In Kotzamanis B., Pappas B. (ed.) : *Espace et Population: approches analytiques*, LADS, Université de Thessalie, Volos, 157-169.
- Halfacree, K. (2008). To revitalize counterurbanisation research? Recognising an international and fuller picture. *Population, Space and Place*, 14, 479-495.
- Hellenic Statistical Authority (EL.STAT). (2013a). Statistics on income and living conditions 2012, Press Release, 29 November, Hellenic Republic, Piraeus.
- Hellenic Statistical Authority (EL.STAT). (2013b). Announcement of the demographic and social characteristics of the Resident Population of Greece according to the 2011 Population – Housing Census. Press Release, 23 August, Hellenic Republic, Piraeus.
- Jacobs, J. (1969). *The economies of cities*. New York : Random House.
- Kasimis, C., Papadopoulos, A.G. (2005). The Multifunctional Role of Migrants in Greek Countryside: Implications for Rural Economy and Society. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 31(1), 99-127.
- Kasimis, C., Papadopoulos, A.G. (2013). Rural transformations and Family farming in contemporary Greece. *Research in Rural Sociology and Development*, 19, 263-293.
- Kasimis, C., Zografakis S. (2013). Mobilities within and without : resilience in rural Greece in times of crisis, In: Proceedings of XXVth ESRS Congress, Rural resilience and vulnerability: the rural as locus of solidarity and conflict in times of crisis, 155-156.
- Kelejian, H., Prucha, I. (2010). Specification and Estimation of Spatial Autoregressive Models with Autoregressive and Heteroscedastic Disturbances. *Journal of Econometrics*, 157, 153-67.
- Krugman, P. (1991). Increasing returns and economic geography. *Journal of Political Economy*, 99(3), 483-499.

- Krugman, P. (1998). Space: The final frontier. *Journal of Economic Perspectives*, 12(2), 161-174.
- Koutsou, S., Anthopoulou, T. (2008). Flux migratoires et systèmes agro-productifs locaux: mutations spatiales et sociales dans l'espace rural, In Zacoboulou E., Kasimis C., Louloudis L. (ed.), *Ruralité, Société et Territoire*, Plethron, Athènes (en grec).
- Lepicier, D., Sencébé, Y. (2007). Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France: différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale, *Espaces-Temps.net*, Travaux, 10.05.2007.
- Montenay, Y. (2011). La démographie politique et la crise économique. *Diploweb.com*.
- Mitchell, C.J.A. (2004). Making sense of counterurbanisation. *Journal of Rural Studies*, 20, 15-34.
- Papadopoulos, A.G. (2011). Transnational Immigration in rural Greece: Analysing the Different Mobilities of Albanian Immigrants, In: Hedberg C. and R.M. do Carmo (eds), *TranslocalRuralism*, Springer, 163-183.
- Torre, A., Filippi M. (2005). Les mutations à l'œuvre dans les Mondes Ruraux et leurs impacts sur l'organisation de l'espace, In Torre A. et Filippi M. (eds), *Proximités et Changements socio-économiques dans les Mondes Ruraux*, INRA Editions, collection Un point sur, 1-36.
- Verdier, M. (2013). En Grèce, le retour à la terre... des temps modernes, *La Croix*, 14-15 Décembre, Dossier "Face à la violence de la crise économique, bien des Grecs retournent vivre dans les villages d'où sont partis leurs parents et lancent des projets de remise en valeur. Exemple à Ellinopyrgos".
- Wilson, G. (2009). The spatiality of multifunctional agriculture: A human geography perspective. *Geoforum*, 40(2), 269-280.
- Woods, M. (2009). Rural geography: Blurring boundaries and making connections. *Progress in Human Geography*, 33(6), 849-858.
- Tsoukalas, K. (1984) Employment structure and the miracle of small and medium size firms, *Anti*, 213, 36.
- Wacquant, L. (2008) *Urban Outcasts. A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, Cambridge, Polity.

RETURNING IN RURALITY: THE DEMOGRAPHICAL IMPACTS OF THE GREEK CRISIS

Abstract - Life conditions have strongly deteriorated in the large Greek urban areas and more specifically in Athens and Thessaloniki, after 2008. Poverty, unemployment and exclusion hit an important part of their inhabitants who prefer migrating towards rural areas, less exposed to the economic crisis. This paper aims to examine the changes in the spatial distribution of population between 2001 and 2011, focusing on the impacts of the crisis.

Key words - REGIONAL MIGRATION, RURALITY, GREECE